

Plus de 9 Français sur 10 se disent prêts à consigner, selon un sondage Ipsos bva pour l'ONG Reloop

*Une volonté partagée à travers l'ensemble de l'Hexagone,
malgré des disparités régionales dans les habitudes de tri*

Selon le dernier sondage Ipsos bva « Les Français et la consigne des emballages de boissons » 2025, réalisé pour l'ONG Reloop, les Français confirment encore une fois leur volonté d'agir pour la consigne pour réemploi et recyclage des emballages de boissons.

Plus de 9 Français sur 10 se disent prêts à pratiquer le geste de consigne au quotidien, tandis que 86 % estiment que ce système a toutes les chances de réussir en France.

Au niveau national, 93 % des Français se disent en faveur d'une consigne mixte pour réemploi et recyclage.

Au-delà des chiffres, les ateliers citoyens qualitatifs menés dans le cadre de l'étude, à Dijon et à Paris, confirment la compréhension du système de consigne par les Français ainsi que leur confiance dans le fonctionnement de ce dispositif.

« C'est concret. [...] On le ramène à un endroit bien précis. [...] Et on est sûr qu'ils en font quelque chose »

– Déclaration d'un habitant de Dijon lors d'un atelier citoyen qualitatif mené par Ipsos bva dans le cadre de l'étude.



Une adhésion forte pour la consigne à travers tout l'Hexagone

96 % des habitants du Grand Est sont pour la consigne

95 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur

95 % en Occitanie

93 % en Île-de-France

93 % en Centre-Val-de-Loire

93 % en Normandie

93 % en Pays de la Loire

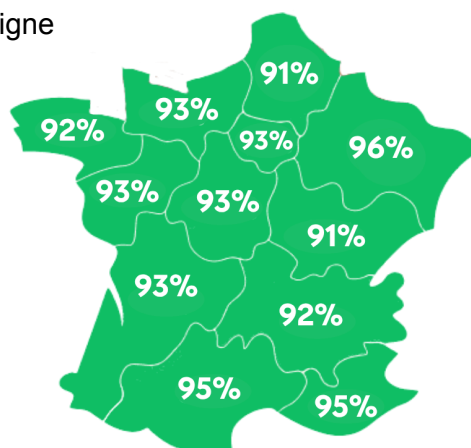
93 % en Nouvelle-Aquitaine

92 % en Bretagne

92 % en Auvergne-Rhône-Alpes

91 % en Bourgogne Franche-Comté

91 % dans les Hauts-de-France



Ce signal fort d'adhésion citoyenne intervient dans un contexte où la gestion des déchets demeure au cœur des préoccupations des collectivités, des producteurs et des consommateurs.

Déchets sauvages : un problème généralisé

Selon l'étude, menée auprès de 1 500 personnes, **98 % des Français voient des déchets abandonnés** de boissons, dont 69 % estiment en voir « souvent » dans la nature (littoral, montagne et forêt). Près de 4 Français sur 10 y sont même souvent confrontés dans leur propre quartier.

...moins marqué dans les zones rurales

Les villes semblent davantage concernées par les déchets sauvages que les zones rurales. Tandis que près de 9 habitants sur 10 des centres urbains (88 %) et des petites villes et ceintures urbaines (89 %) voient « souvent » des déchets de boissons abandonnés, cela est le cas de 82 % des habitants de zones rurales.

...mais plus visible au sein du littoral

Toujours selon l'étude, le problème des déchets sauvages se manifeste davantage dans les zones littorales : ainsi, 20 % des habitants de communes proches de la mer ou de l'océan constatent « systématiquement » des déchets sauvages de boissons dans l'espace public (contre 14 % des habitants des communes non proches du littoral). Ce chiffre grimpe à 22 % dans les rues plutôt commerçantes (vs 14 % hors littoral).

Recyclage : la France en retard sur tous ses voisins

Autre défi, le taux de recyclage : si **77 % des Français déclarent trier systématiquement leurs emballages** (papier, carton, aluminium, plastique et verre), le recyclage effectif reste loin des ambitions européennes. En 2023, **seuls 25,7 % des déchets plastiques ont été réellement recyclés en France¹, contre un objectif de 50 % en 2025 fixé par l'Union européenne**. Notre pays se classe ainsi avant-dernier au sein de l'UE, soit 26^e sur 27.

« Malgré ce résultat, certaines filières s'en sortent mieux », précise Alexis Eisenberg, Directeur France & Francophone de Reloop. À titre d'exemple, les bouteilles en plastique affichent un taux de recyclage d'environ 55 %², soit plus du double de la moyenne nationale pour l'ensemble des plastiques. Cependant, cette performance reste hors trajectoire des objectifs réglementaires européens visant un taux de collecte séparée pour recyclage des bouteilles plastique de 77 % en 2025, 80 % en 2026 puis 90 % au 1er janvier 2029. « Une mission désormais impossible sans consigne. C'est ce que démontrent par ailleurs les pays européens qui l'ont mise en place », alerte Alexis Eisenberg.

Au niveau régional, les Pays de la Loire (86 %), le Grand Est (85%) et la Bretagne (84 %) sont les territoires où les habitants trient le plus systématiquement leurs déchets. À l'inverse, les régions PACA (68 %), Île-de-France (70 %) et Auvergne Rhône-Alpes (71 %) sont les dernières du classement en matière de tri.

Le manque d'accessibilité semble freiner fortement le geste de tri : en effet, **près d'un Français sur deux estime les points de tri difficiles d'accès (47 %)**, notamment en Île-de-France (55 %) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (52 %).

¹ Source : [Eurostat](#)

² Source : Ademe, 2023

La « taxe plastique » pèse sur le budget

Ce retard global **pèse lourdement sur les finances publiques**. En effet, la France verse **chaque année près de 1,5 milliard d'euros de [taxe plastique](#)** à l'Union européenne – soit un total d'environ 5 milliards d'euros depuis la mise en place de cette taxe.

En octobre, un [rapport sénatorial](#) estimait que la France pourrait économiser 1 milliard d'euros par an en triant mieux ses déchets.

La consigne, plus qu'un geste citoyen

Face à cette réalité alarmante, la consigne apparaît comme une solution efficace et pratique. Selon l'étude Ipsos bva pour Reloop, **plus de 9 Français sur 10 (93 %) se disent en faveur d'une consigne généralisée sur le plastique, les canettes, les briques de boisson et le verre**.

Plus qu'un geste citoyen, la consigne est un moyen de préservation de la nature pour une grande majorité de Français :

- 91 % des répondants considèrent que **la consigne est une solution efficace pour protéger l'environnement** ;
- 87 % y voient **une réponse concrète contre les déchets abandonnés**.

Ce sentiment est présent à travers tout le territoire national. À titre d'exemple, 86 % des habitants du Grand Est considèrent que la consigne a déjà fait ses preuves, tandis qu'en Occitanie, 93 % des habitants pensent que la consigne réduirait considérablement le volume des déchets en plastique.

En déploiement depuis juin 2025, un projet pilote mené par l'éco-organisme CITEO visant à terme 16 millions de citoyens d'ici fin 2026 dans quatre régions françaises (Pays-de-la-Loire, Bretagne, Normandie, Hauts-de-France) permet d'acheter des produits dans des emballages consignés et réutilisables.

Ces expérimentations concrètes illustrent la faisabilité du dispositif, tandis que le sondage Ipsos bva pour Reloop montre que la demande dépasse déjà largement l'offre : **une large majorité de Français se déclare favorable au passage à la consigne mixte pour réemploi et recyclage au niveau national** – ce qui signifierait de passer de quelques centaines de milliers d'emballages consignés aujourd'hui à plusieurs milliards demain.

« Les chiffres sont clairs : les Français soutiennent massivement la consigne. Plus de 9 sur 10 sont prêts à adopter la consigne mixte pour réemploi et recyclage des boissons. Il s'agit maintenant d'accélérer pour passer de l'expérimentation locale à la généralisation sur tout le territoire. »

Alexis Eisenberg, Directeur France & Francophonie de Reloop

...et une opportunité économique pour la France

Au-delà des aspects écologiques, la consigne apparaît comme un dispositif bénéfique à l'économie locale. Selon l'étude, 85 % des Français y voient une réelle opportunité de création d'emplois et de dynamisation de leur bassin économique, dans des secteurs tels que la logistique, le réemploi et la réparation.

Concrètement, quelles sont les attentes des Français en matière de consigne ?



Accessibilité des lieux de déconsignation : Près de 7 Français sur 10 souhaitent des lieux de retour accessibles et pratiques, pour faciliter le passage à la consigne et en faire un geste du quotidien :

« Ça permettrait de le faire en allant au travail, et du coup ça règle le problème de stockage, éviter d'accumuler chez soi » (déclaration d'un habitant de Paris lors d'un atelier qualitatif mené par Ipsos bva dans le cadre de l'étude).

« C'est concret. Déjà, on le ramène à un endroit bien précis. [...] Et on est sûr qu'ils en font quelque chose. » (habitant de Dijon).



Montant de la consigne : 56 % pensent qu'un montant incitatif (10 à 20 cts) encouragerait davantage la consigne, instaurant un véritable système de récompense à la fois pédagogique et engageant.

« Au surcoût, on ne le verra pas forcément, mais lorsqu'on nous rendra l'argent, on aura l'impression d'avoir une rétribution. » (habitant de Paris).



Praticité : Plus de 9 Français sur 10 souhaitent un dispositif de consigne simple et de proximité, leur permettant de rapporter leurs emballages consignés soit en magasin, soit dans d'autres points de collecte de proximité (éco-boutiques, gares, lieux publics) en lien avec leur collectivité, intégrés à leurs trajets du quotidien.

« Je n'ai rien vers chez moi. [Dans mon magasin,] ils ne le font pas » (habitant de Dijon).



Innovation : Enfin, plus de 7 Français sur 10 pensent que la consigne est un système qui repose sur des nouvelles technologies modernes et avancées – selon les retours des ateliers qualitatifs, ces technologies permettraient par exemple de limiter les facteurs externes contraignants comme le temps d'attente ou le volume de consigne rapportée.

« Moi j'ai une idée. Une machine, un grand bac où je mets tout dedans, ça capte le poids, ça trie, ça détecte, en dix secondes, pas de queue. » (habitant de Paris).

« La consigne n'est plus un débat : elle est une attente concrète, claire et partagée par presque tous les Français, qui offre une véritable opportunité pour conscientiser et moderniser la gestion des emballages et agir durablement pour l'environnement. Au tour des collectivités désormais de faire un pas d'ouverture et de dialogue vers la consigne mixte. »

Alexis Eisenberg, Directeur France & Francophonie de Reloop

Pour plus d'informations, consultez la synthèse sur le site d'Ipsos bva ou [téléchargez l'étude complète](#).

Méthodologie

Étude conduite par Ipsos bva pour Reloop France à travers deux volets d'enquête.

Volet quantitatif : étude auprès de 1 500 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, conduite en ligne du 1er au 7 octobre. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge, à la profession de l'interviewé, à la région et à la catégorie d'agglomération.

Volet qualitatif : 2 focus groupes de 2h30, avec 8 participants, menés les 15 et 16 septembre 2025. Le 1er groupe a été mené auprès d'habitants de Paris intramuros et banlieue, appartenant à des CSP moyennes supérieures. Le 2ème groupe a été réalisé auprès d'habitants de Dijon et des zones rurales alentour, appartenant à des CSP moyennes inférieures

À propos de Reloop France

Reloop est une ONG internationale avec une mission claire : mener la transition vers une économie circulaire mondiale, et préserver les ressources en prévenant le gaspillage grâce à la réutilisation des emballages et au recyclage des matériaux en boucle fermée. Reloop travaille à l'élaboration de politiques sur ce sujet, en collaboration avec les gouvernements et autres élus politiques, les acteurs de l'industrie, les collectivités et les associations.

À propos d'Ipsos bva

Ipsos bva est la branche française d'Ipsos, troisième Groupe mondial des études. Avec une présence effective dans 88 pays, Ipsos emploie plus de 16 000 salariés et a la capacité de conduire des programmes de recherche dans plus de 100 pays. Créé en 1975, Ipsos est contrôlé et dirigé par des professionnels des études. Ils ont construit un groupe solide autour d'un positionnement unique de multi-spécialistes : Études sur les Médias et l'Expression des marques, Recherche Marketing, Etudes pour le Management de la Relation Clients / Employés, Opinion et recherche sociale, Recueil de données sur mobile, internet, face à face et téléphone, traitement et mise à disposition des résultats.

Contacts presse

Samuel Monthuley

✉ samuel@quercuspr.com

☎ 06 95 46 09 21

Laura Fleuret

✉ laura@quercuspr.com

☎ 06 83 34 61 36